



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

NON A L'ACCORD TSIPRAS – UNION EUROPEENNE

SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE GRECS

BULLETIN NPA ALCOA ST COSME

15 JUILLET 2015

Après 17 heures de réunion, un accord a finalement été annoncé par les dirigeants de la zone euro concernant la Grèce. Alexis Tsipras a finalement capitulé face aux exigences brutales de la Troïka.

Contre le pillage et la mise sous tutelle de la Grèce

Des mesures draconiennes devront être votées par le parlement grec d'ici mercredi, comme préalable à un nouveau « sauvetage » de l'économie grecque. Cela inclut la mise en place d'un fond de vente d'actifs publics pour 50 milliards d'euros, sous la tutelle de l'Union Européenne, afin de forcer la Grèce à rembourser la dette au fur et à mesure qu'elle privatise ses actifs.

En plus des réformes plus dures concernant le système de retraites, l'augmentation des impôts, la privatisation de l'électricité (qui avait été refusée par le gouvernement grec jusqu'à maintenant), une nouvelle réforme du droit du travail qui toucherait les conventions collectives et faciliterait les licenciements massifs, ainsi que des mesures dans le secteur financier et fiscal.

Avec la mise en place du fond de 50 milliards d'euros pour piloter d'ultérieures privatisations et organiser la cession massive d'actifs, la Grèce va payer ses dettes, de façon à garantir de nouvelles possibilités d'endettement. Le cycle austérité-endettement n'est donc pas prêt de finir.

Il s'agit d'un saut qualitatif dans les privatisations, puisque sous les gouvernements sociaux-démocrates et conservateurs, Athènes n'avait privatisé ces dernières années que pour 5 milliards d'euros.

La seule concession qui a pu être obtenue par Tsipras, c'est le fait que ce fonds de privatisation n'aura pas son siège au Luxembourg, comme voulait au départ l'Eurogroupe, mais en Grèce. Il

n'en reste pas moins qu'il sera sous le strict contrôle de la Troïka.

En acceptant un programme austéritaire encore plus dur que celui qui a été rejeté, dimanche 5 juillet, par 61% de l'électorat grec le gouvernement grec enterre lui-même le résultat du référendum, qu'il avait pourtant organisé de sa propre initiative.

La Troïka a voulu ainsi imposer une sorte de « punition » suite à l'appel au référendum et à la victoire du "Non" il y a une semaine.

Contre l'austérité imposée par la Troïka, solidarité avec le peuple grec

En Grèce, la mobilisation commence à s'organiser, avec des manifestations contre l'accord et pour le respect du choix démocratique exprimé par le « non » au référendum. La jeunesse de Syriza a d'ailleurs exprimé son opposition à cet accord et appelle à manifester contre ce « coup d'Etat ».

Le NPA dénonce le rôle joué par le gouvernement Hollande dans l'imposition de cet accord sous prétexte de combattre « l'intransigeance allemande ». Le NPA exige l'annulation immédiate de la dette grecque, illégitime, insoutenable et odieuse, à commencer par la part de cette dette détenue par la France.

Il sera du côté de toutes celles et tous ceux qui s'opposeront à un tel accord qui ne vise pas autre chose que le pillage de la Grèce et sa mise sous tutelle de la Troïka. Il appelle à rejeter et combattre cet accord et à se mobiliser en solidarité avec les travailleurs et le peuple contre l'austérité.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



RENAULT ET PSA ... LORGNENT VERS L'AFRIQUE

Après les usines Renault à Tanger et Oran, c'est au tour de PSA d'annoncer une usine à Kenitra au Maroc et un projet en Algérie. Preuve que l'Afrique du Nord demeure une région importante pour le capitalisme français. Le travail des salariés, en France et tous les autres pays, est à l'origine des profits utilisés pour investir.

Avec ces nouvelles usines, Renault et PSA augmentent la concurrence pour peser sur les salaires et les conditions de travail de tous.

Mais la grande grève qui s'est déroulée, il y a un mois, avec succès chez Renault en Turquie pour une augmentation des salaires montre comment les politiques patronales peuvent être mises en échec. Les luttes des uns servent les intérêts de tous ! Renault et PSA en Afrique : cela doit stimuler la solidarité avec les travailleurs de l'autre côté de la Méditerranée pour être plus forts ensemble.

LICENCIER SANS FRAIS POUR MIEUX EMBAUCHER ?

Valls nous apprend que si les patrons refusent d'embaucher malgré les milliards d'allègements fiscaux ou sociaux offerts par le biais du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) ou du Pacte de croissance, c'est parce qu'ils craindraient... de ne pas pouvoir licencier sans risque.

Et c'est pour leur faciliter la tâche que notre ministre accède à une vieille revendication du MEDEF, en « sécurisant » leurs licenciements abusifs, ceux que les prud'hommes sanctionnent.

Désormais, les indemnités versées aux travailleurs licenciés sans « cause réelle et sérieuse » seront plafonnées, au lieu d'être calculées en fonction du préjudice réellement subi. Grâce à cette mesure pourrie, c'est dès la signature du contrat de travail que l'employeur saura et pourra provisionner ce que lui coûtera un licenciement abusif !

Le « socialiste » Valls aime tellement les patrons qu'il est prêt à démanteler tout ce qui protégeait encore un peu les salariés, face à l'arbitraire patronal.

A PSA METZ, LA MEDECIN DU TRAVAIL MENACEE DE LICENCIEMENT

Ce que la direction ne supporte pas : c'est qu'elle fasse correctement son travail, en toute indépendance, en refusant de recevoir des ordres du DRH sur le plan médical ou de faire des demandes d'aménagement de poste pour les salariés ayant des difficultés physiques.

A tel point qu'en pleine contradiction avec la loi, elle n'est même plus convoquée pour participer au CHSCT...et que le DRH lui a demandé de donner sa démission, ce qu'elle a refusé.

Heureusement, les élus au CE ont refusé de voter la demande de rupture du contrat de travail, et une pétition a recueilli 750 signatures dont un tiers de cadres de l'entreprise.

Les méthodes de cette direction PSA sont si détestables, provoquant un tel turn-over qu'ils ne reste que deux médecins temps plein pour 4000 salariés, Maintenant, après le soutien des syndicats et des salariés, c'est à l'Inspection du travail de se prononcer ... Elle a tout notre soutien.

LA HONTE DE LA CHASSE AUX MIGRANTS

Depuis des semaines, les autorités françaises se livrent à une odieuse chasse aux migrants à Paris, en France, et à la frontière italienne, se situant qui plus est, dans l'illégalité la plus totale, puisque ces réfugiés de dictatures ou de pays en guerre sont protégés par des lois européennes. "*On ne peut accueillir toute la misère du monde*", expliquent en chœur les gouvernants, qui courent après les électeurs du Front National.

Ils sont quand même gonflés : rapportée à sa population, la France est le pays d'Europe qui accueille le moins de réfugiés. L'Allemagne, souvent prise ici comme exemple, a accueilli déjà 70 000 syriens, la Suède, pays de 10 millions d'habitants, en a déjà accueilli 30 000 ! La France s'engage péniblement sur... 500 !

Et ceux qui utilisent la basse démagogie des moyens d'accueil sont ceux qui trouvent des milliards pour les Jeux Olympiques par exemple, ou pour mener des conflits dans le monde, qui entraînent ces flux migratoires.

EN IRAN ET PARTOUT DANS LE MONDE EN FINIR AVEC LA BOMBE ATOMIQUE

En début de semaine on attendait toujours la conclusion d'un accord entre les grandes puissances nucléaires et l'Iran. L'Iran veut la levée des sanctions internationales qui étouffent son économie. Ses interlocuteurs exigent que l'Iran renonce à la bombe atomique. Belle hypocrisie, quand on sait qu'il n'est pas question d'exiger la même chose d'Israël. Dès 1961, l'ONU décrétait que « tout Etat qui emploie des armes nucléaires ... doit être considéré comme... commettant un crime contre l'humanité et la civilisation ». La seule conclusion logique devrait être de mettre hors la loi la possession de la bombe atomique et la menace d'y recourir pour quiconque. La fameuse logique de « dissuasion ». Obama, Hollande et les autres refusent la bombe atomique à l'Iran : qu'ils commencent par nous débarrasser de la leur !

SALAIRES ALLEMANDS : DEUX FOIS PLUS QU'EN FRANCE

Du simple au double : « les salaires en Allemagne ont augmenté l'an dernier de 2,9 % par rapport à 2013, alors que ceux en France ont progressé de 1,4 % ». Ce sont les chiffres publiés par l'office allemand des statistiques Destatis.

Cette augmentation moyenne est du même ordre que celle obtenue en février 2015 par le syndicat de la métallurgie IG Metall : 3,4 % pour l'année 2015. La même tendance se poursuit : en 2013, les salaires allemands ont été supérieurs de 2,6% par rapport à l'année précédente, les salaires français de 1,7%

Et les salaires sont bloqués dans bon nombre de nos entreprises ! Les déclarations du MEDEF relayées par le discours gouvernemental sur l'austérité nécessaire au nom de la compétitivité et de la concurrence entre pays sont des mensonges. Ils camouflent la seule obsession patronale : augmenter les profits en s'attaquant aux salaires.

**Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas
à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**